

## **L'Allemagne a besoin de bien plus que de l'argent et des armes**

CDU, CSU et SPD privilégient une politique clientéliste au lieu de préparer l'avenir du pays. La volonté réformatrice de Friedrich Merz risque d'être étouffée par les querelles politiciennes.

Par Bert Rürup, Axel Schrunner – 28 mars 2025

Le futur chancelier Friedrich Merz et son gouvernement, qui n'est pas encore nommé, sont déjà entrés dans l'histoire avant même leur prise de fonctions : en quelques semaines, ils ont obtenu une majorité parlementaire pour abandonner la politique budgétaire axée sur la stabilité, en vigueur depuis des décennies.

Le « frein à l'endettement » (« Schuldenbremse »), inscrit dans la constitution allemande depuis 2009 et garant de la solvabilité du pays, a été contourné. Un budget parallèle de 500 milliards d'euros destiné aux infrastructures a été créé, et des fonds quasiment illimités, financés par l'endettement, sont désormais disponibles pour la modernisation de la Bundeswehr. Ce que de nombreux partisans de l'Union célébraient encore récemment comme l'objectif de la « schwarze Null » (déficit zéro) appartient désormais au passé.

De nombreux économistes réputés voient dans ce fonds spécial d'infrastructures le signe d'un changement fondamental de politique budgétaire. Une large majorité des économistes allemands approuve même les dépenses très importantes prévues en matière de défense. Selon une enquête de l'institut économique Ifo, 68 % des sondés sont favorables à l'exclusion des dépenses de défense du frein à l'endettement.

Cela est surprenant, puisque les économistes ne sont ni particulièrement qualifiés pour évaluer la menace militaire d'un pays, ni pour calculer précisément les besoins financiers urgents de la Bundeswehr. Les ouvrages fondamentaux en finances publiques rappellent d'ailleurs que la défense nationale fait partie des tâches permanentes essentielles d'un État, et devrait normalement être financée par ses recettes courantes, sauf en cas de guerre imminente ou déclarée.

Par ailleurs, les autorisations budgétaires globales pour certaines dépenses publiques entraînent souvent des inefficacités et des investissements inutiles. Ainsi, lors du récent virage stratégique (« Zeitenwende »), l'installation de radios numériques dans tous les véhicules militaires a échoué, parce que personne ne s'était apparemment assuré que ces appareils pouvaient effectivement y être intégrés, ni qui assurerait leur installation.

Pour garantir durablement la prospérité de l'Allemagne, il serait au moins aussi important d'engager des réformes qui n'ont visiblement pas été abordées lors des négociations préliminaires, ou sur lesquelles aucun accord n'a pu être trouvé. En effet, l'économie allemande ne connaît plus de réelle croissance depuis 2018. Les salaires réels stagnent au niveau de 2017, la production industrielle était en janvier au même niveau qu'au printemps 2010, le chômage est au plus haut depuis 2014, les investissements réels dans les équipements n'ont jamais été aussi faibles depuis 2016, et les investissements dans la construction sont même inférieurs à ceux de 2011.

Bref, depuis longtemps, l'économie sociale de marché allemande ne remplit plus sa promesse implicite d'améliorer la prospérité pour tous. Cela explique en grande partie la montée rapide du populisme, la désaffection envers la démocratie et la politique, ainsi que la hausse de la xénophobie. De plus, les problèmes persistants des assurances sociales entraînent une augmentation rapide des charges sociales, ce qui pèse sur l'évolution des salaires et des retraites nets.

Si les plans de retraites de l'Union et du SPD – extension de la pension pour les mères et garantie d'un niveau de retraite à 48 % – se concrétisent, ce n'est plus qu'une question de temps avant que les charges sociales n'atteignent 50 %. Si Friedrich Merz, une fois chancelier, ne parvient pas à inverser cette tendance, sa coalition risque d'entrer dans l'histoire comme le dernier gouvernement de centre-droit en Allemagne.

C'est maintenant, au début de cette législature probablement décisive pour l'Allemagne, le moment idéal pour préparer les citoyens à des ajustements dans l'État-providence, comme l'ont fait en leur temps le président Roman Herzog en 1997 et le chancelier Gerhard Schröder en 2003. Schröder avait déclaré devant le Bundestag : « Nous devons réduire les prestations de l'État, renforcer la responsabilité individuelle et exiger davantage d'efforts personnels de chacun. Toutes les forces de la société devront apporter leur contribution. »

Par ces mots, Schröder annonçait l'« Agenda 2010 », qui a permis de transformer l'Allemagne du « malade de l'Europe » en moteur de croissance économique. Aujourd'hui, on peut se demander si un tel changement est encore possible, car le vieillissement imminent de la population va mettre à rude épreuve non seulement l'État-providence, mais aussi l'ensemble de l'économie et de la société.

Il est clair que ce problème, connu de longue date, n'a aucune solution indolore. L'enjeu est de répartir les charges de manière la plus « juste » possible entre les générations et d'atténuer la pression grâce à une immigration qualifiée et à la mobilisation de la « réserve silencieuse » de main-d'œuvre.

De plus en plus de jeunes électeurs abandonnent le centre démocratique. Même s'il n'existe pas de critère universellement reconnu pour la notion de « justice », il est difficile de ne pas avoir l'impression que le document préliminaire CDU/CSU-SPD désavantage les générations futures. Cela apparaît notamment à travers l'augmentation sensible de la dette publique, la garantie du niveau des retraites et les avantages fiscaux accordés aux retraités actifs.

Avec une telle politique, il n'est guère surprenant que plus de la moitié des électeurs âgés de 18 à 24 ans se détournent du centre démocratique lors des élections, choisissant plutôt Die Linke, l'AfD ou le BSW, des partis proposant – en apparence – des solutions simples.

Ce dont l'Allemagne a besoin, c'est d'une politique de modernisation globale. Un État-providence durable et efficace n'est pas possible sans croissance économique réelle. Cela nécessite davantage d'offre de travail et de capital, donc des investisseurs privés courageux prêts à prendre des risques dans l'espoir de profits, ainsi que des travailleurs qualifiés et motivés.

Mais une bureaucratie excessive, des décisions politiques erratiques, des impôts élevés sur les revenus et les bénéfices, et l'absence de sanctions pour les bénéficiaires d'aides sociales refusant de travailler découragent ces acteurs économiques. Il est donc absurde d'allouer des sommes importantes à la défense et à l'infrastructure sans éliminer ces obstacles à l'investissement et sans accorder une plus grande importance à l'efficacité.

Par exemple, une récente étude du Boston Consulting Group montre qu'une transition énergétique optimisée permettrait de réduire les coûts de l'électricité de près de 20 % pour l'industrie et les particuliers, et d'économiser 370 milliards d'euros d'investissements d'ici 2035, tout en atteignant les objectifs climatiques. Des gains similaires pourraient être identifiés dans la rénovation du réseau ferroviaire ou la modernisation de la Bundeswehr.

Il y a près de 23 ans, le Conseil des Sages économiques publiait son rapport annuel intitulé « Vingt points pour l'emploi et la croissance ». Beaucoup d'éléments évoqués restent étonnamment d'actualité. Peut-être les dirigeants de la CDU/CSU et du SPD devraient-ils prendre une journée de pause dans leurs négociations de coalition pour relire ce rapport.

Car les occasions pour l'Allemagne de réaliser un véritable tournant se raréfient rapidement.